



Stratégie Ministérielle de Performance Énergétique 2020 – 2023

Directives de mise en œuvre

Direction centrale du SID

JUIN 2020



SID Plus qu'un *service*,
une *capacité opérationnelle*

FICHES DE LA PRESENTE DIRECTIVE

Fiche générale

Fiche Action n°1 : Disposer, en 2030, d'une flotte de véhicules administratifs composée d'une part minimale de 50% de véhicules à faibles émissions de polluants, selon une trajectoire prévoyant des points de passage indicatifs fixés à 20% en 2023 et à 25% en 2025 et des acquisitions de véhicules à faibles émissions représentant au minimum 50% des achats de véhicules (pilote : EMA) (*rédaction réservée*)

Fiche Action n°2 : Doter progressivement, sur la période 2020-2022, chaque base de défense d'un plan « mobilité propre », soit 10 bases de défense en 2020, 20 en 2021 et le reliquat en 2022 (pilote : EMA) (*rédaction réservée*)

Fiche Action n°3 : Notifier douze contrats de performance énergétique (CPE) sur la période 2020-2025 et rechercher activement des financements innovants (pilote : SID)

Fiche Action n°4 : Déployer des contrats d'exploitation/maintenance des installations de chauffage-ventilation-climatisation à clause d'intéressement sur les sites énergivores pour lesquels un CPE ne se justifie pas, selon un plan d'ensemble à établir, dans une première version, en 2020 (pilote : SID) (*rédaction en cours CRPE*)

Fiche Action n°5 : Mettre en place, d'ici à 2023, dans au moins un site majeur de chacune des 15 bases de défense les plus consommatrices d'énergie, un système de management de l'énergie ISO 50001 (pilote : SID)

Fiche Action n°6 : Programmer, sur la période 2020-2031, le remplacement de toutes les chaufferies au charbon et au fioul, hors les chaufferies de secours, par des systèmes de production de chaleur moins polluants et plus économes, selon un plan de transition énergétique à établir, dans une première version, pour mars 2020 (pilote : SID)

Fiche Actions n°7 & 8 :

- Appliquer, lors de la réhabilitation lourde de bâtiments existants, les obligations de réduction de la consommation d'énergie finale des bâtiments à usage tertiaire, sauf exception justifiée par des considérations liées aux activités spécifiques de défense (pilote : SID)
- Etablir un plan prospectif à 10 ans de mise en œuvre du décret du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments existants à usage tertiaire (pilote : SID)

Fiche Action n°9 : Réaliser, chaque fois que possible, toute nouvelle construction de bâtiments à usage tertiaire selon les normes « bâtiment à énergie positive et à haute performance environnementale » (pilote : SID) (*rédaction ultérieure*)

Fiche Action n°10 : Réaliser la rénovation énergétique des logements domaniaux utiles au ministère des armées d'ici à l'année 2038 (pilote : DPMA) (*Rédaction réservée*)

Fiche Action n°11 : Achever en 2023 au plus tard le déploiement de l'outil de suivi des fluides (OSF) et de l'outil DATA NRJ 360 de mesure et d'analyse des consommations courantes d'énergie des infrastructures du ministère des armées (pilote : SID)

Fiche Action n°12 : Etablir toutes les prescriptions techniques selon les critères des certificats d'économies d'énergie (CEE) et renouveler le dispositif à compter de 2021 (pilote : SID)

Fiche Actions n°13 & 14 :

- Conduire, en s'assurant du respect des servitudes et sans contraindre le développement des emprises et l'installation de systèmes opérationnels, les appels à manifestation d'intérêt nécessaires pour louer environ 1 600 hectares de terrains libres d'utilisation à des exploitants de centrales photovoltaïques (pilote : SID)
- Réaliser les cessions de parcelles, représentant une surface cumulée de l'ordre de 400 hectares, à des collectivités locales qui y installeront des centrales photovoltaïques (pilote : DPMA)

Fiche Action n°15 : Privilégier le raccordement des sites du ministère des armées à un réseau de chaleur ou de froid urbain dès lors que ce raccordement est possible (proximité d'un tel réseau) et opportun (après étude des solutions alternatives) (pilote : SID) (*rédaction ultérieure BMRE*)

Fiche Action n°16 : Poursuivre, en s'assurant du respect des servitudes et sans contraindre le développement des emprises et l'installation de systèmes opérationnels, les projets expérimentaux de production d'énergie solaire photovoltaïque ou thermique à des fins d'autoconsommation et, dans la perspective de leur généralisation progressive, initier puis entretenir un recensement des sites pouvant potentiellement accueillir les technologies expérimentées (pilote : SID)

Fiche Action n°17 : Conduire, d'ici 2023, l'expérimentation, sur le camp de Coëtquidan, d'une valorisation des déchets organiques en vue de leur emploi pour produire du biogaz et décider d'une éventuelle généralisation du procédé à d'autres camps ou sites présentant le même potentiel de valorisation de la biomasse locale (pilote : SID) (*rédaction ultérieure*).

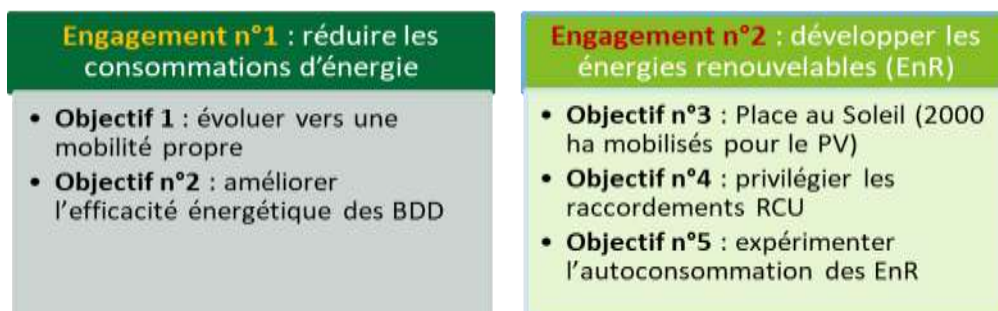
Fiche Action n°18 : Choisir en 2021 un site pour expérimenter une production d'énergie renouvelable d'autoconsommation à partir d'un petit parc d'éoliennes de faible ou de moyenne puissance et conduire l'expérimentation à partir de l'année 2022 (pilote : SID) (*rédaction ultérieure*)

Toutes les fiches sont accessibles sous (site GPS-ng de la direction centrale du SID) :

<http://gpsng.intradef.gouv.fr/sites/DCSID/PWA/Energie/Documents/Forms/Documents.aspx?RootFolder=%2Fsites%2FDCSID%2FPWA%2FEnergie%2FDocuments%2FSMPE%2020%2D23%2FDirective%20de%20mise%20en%20oeuvre%20SMPE%2020%2D23&FolderCTID=0x0120003E92AFE10D2B9D479DCACBF06BC4658F&View=%7B434F973A%2DD84E%2D484C%2DA432%2DE0286E30C589%7D>

Approuvée par décision du 26 mars 2020, la stratégie ministérielle de performance énergétique (SMPE) pour les années 2020 à 2023 constitue le 2^{ème} acte d'un ensemble d'actions tourné vers l'amélioration de l'efficacité énergétique du parc immobilier et des mobilités non opérationnelles du ministère des armées.

Regroupée autour de **2 engagements** forts, la SMPE est construite autour de **5 objectifs**, eux-mêmes déclinés en **18 actions**.



L'ensemble des fiches jointes au présent document constitue le cahier des directives de mise en œuvre pour les mesures décidées. Il a pour but d'appréhender chacune des actions dans le contexte global de la SMPE, d'en préciser le périmètre, le contenu technique et les contraintes normatives, de désigner les acteurs clefs, le jalonnement des tâches retenues pour la période 2020-2023 et les modalités de suivi et reporting.

Le comité Energie-Eau national examinera semestriellement l'avancée des mesures portées par cette SMPE et le directeur central en rendra compte en comité ministériel de l'Energie.

1 CONTEXTE et ENGAGEMENTS NATIONAUX

1.1 Une volonté affirmée de décarbonation :

En déclinaison des engagements nationaux de décarbonation inscrit dans la loi énergie-climat et la stratégie nationale bas carbone, la SMPE décrit la feuille de route du ministère pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et s'inscrire dans une trajectoire pour un parc immobilier bas carbone en 2050.

Parmi les actions emblématiques, le Président de la République a notamment fixé fin 2018 un objectif de remplacement des chaudières au fioul d'ici 10 ans. Cette politique volontariste de réduction des émissions de gaz à effet de serre s'applique au premier chef aux services de l'État qui se doivent d'être exemplaires.

Cette volonté est traduite dans la mesure n°14 de l'engagement pour un Etat exemplaire émise par le premier ministre le 25/02/20, dont l'une des mesures phare consiste en l'interdiction dès mars 2020 d'achat ou de travaux lourds sur les chaudières fioul et retrait intégral d'ici 2029, échéance portée à fin 2031 pour le MinArm.

1.2 Déclinaison des objectifs de décroissance énergétique :

Cette stratégie a été élaborée dans l'objectif de respecter à l'horizon 2030, les nouveaux objectifs nationaux correspondant aux textes réglementaires d'application de la loi TECV que sont notamment la stratégie nationale bas carbone¹, la loi énergie climat ou le décret tertiaire (plus contraignant) pour les activités non opérationnelles.

¹ La SNBC est la feuille de route de la France pour lutter contre le changement climatique.

Les mesures relatives à l'infrastructure retenues dans la SMPE ont été étudiées, action par action, pour atteindre les objectifs réglementaires voulus par l'État en matière de diminution des consommations d'énergie finale (Ef) mais aussi et surtout de réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre (GES). La période retenue correspond d'ailleurs à celle retenue pour le 2ème budget carbone fixé par la SNBC.

Les tableaux ci-dessous synthétisent les objectifs nationaux, tous secteurs d'activité confondus.

Déclinaison des objectifs décroissance GAZ à EFFET de SERRE (GES)						
Année réf :	2016	1990	1990	1990	2015	2015
	GES NRJ (PPE 19-28)	GES NRJ (LTECV)	GES NRJ (Loi Climat- Energie)	GES NRJ (SNBC-1)	GES NRJ (SNBC-2)	GES NRJ (SNBC - bât)
2023	-14%			-33%	-19,0%	
2025						
2028	-30%			-49,5%	-40,0%	-40%
2030		-40%	-40%			-49%
2033					-56,0%	
2050		-75%	-83,4%			-94%

Déclinaison des objectifs décroissance Consommation énergie finale			
Année réf :	2012	1990	2012
	Consos NRJ (PPE) décret 2020 (projet) FINALE	Consos NRJ (LTECV) FINALE	Consos NRJ (Loi Climat- Energie) FINALE
2023	-7,5%		-7%
2025			
2028	-16,5%		
2030		-20%	-20%
2033			
2050		-50%	-50%

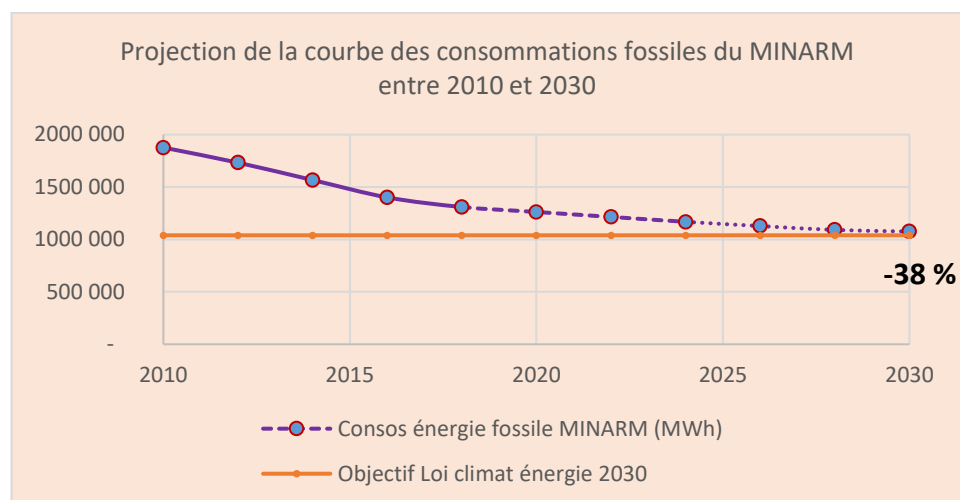
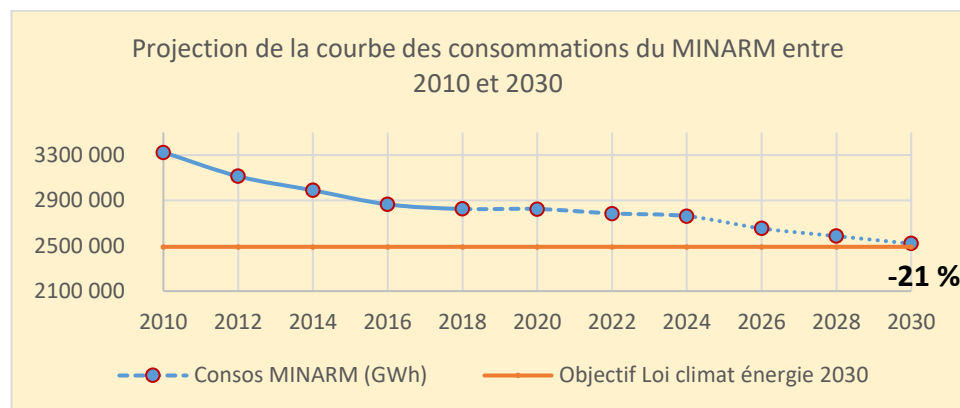
Déclinaison des objectifs décroissance Consommation énergie fossiles						
Année réf :	2012	2012	2012	2012	2012	2012
	Consos NRJ (PPE) décret 2020 (projet) FOSSILES	Consos NRJ (LTECV) FOSSILES	Consos NRJ (Loi Climat- Energie) FOSSILES	Consos (PPE) décret 2020 (projet) GAZ	Consos (PPE) décret 2020 (projet) PETROLE	Consos (PPE) décret 2020 (projet) CHARBON
2023	-20%			-10%	-19%	-66%
2025						
2028	-35%			-22%	-34%	-80%
2030		-30%	-40%			
2033						
2050						

1.3 Trajectoire énergétique de la SMPE :

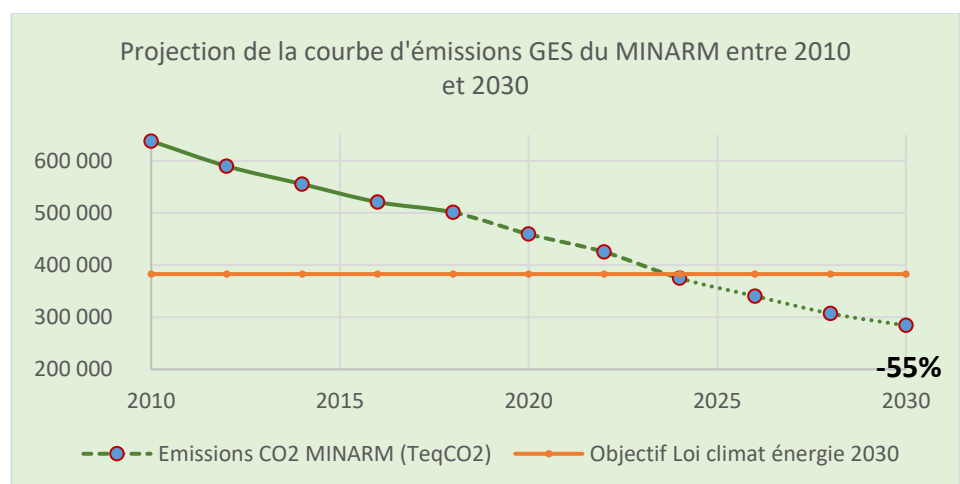
En continuation d'une première SMPE mise en place en 2012 ayant permis la mise en place d'une gouvernance de l'énergie et d'une filière structurée et efficace d'achat, afin d'imprimer une pente de décroissance, la SMPE 20-23 doit permettre de poursuivre les réductions des :

- consommations en énergie finale ;
- consommations en énergies fossiles ;
- émissions des gaz à effet de serre.

Les actions retenues permettront d'atteindre les objectifs intermédiaires de positionner le ministère sur les objectifs de 2030.



Nota : Avec l'arrêt des chaufferies charbon/Fioul (hors 10% secours), seul le gaz restera comptabilisé en énergie fossile. La décroissance n'intègre pas la part de gaz vert injectée dans le réseau (en forte évolution)



1.4 Evolution de la consommation énergétique de 2010 à 2019 :

Fin 2019, la consommation totale en énergie finale du parc immobilier du ministère a été de 2 663 GWh, soit une diminution de 20% depuis 2010, année de référence pour le suivi des objectifs gouvernementaux. Dans le même délai, les émissions de gaz à effet de serre (GES) associées ont chuté de 27%. Pour la consommation en énergies fossiles, la réduction est de 29%.

Cette nette décroissance est le résultat de plusieurs actions combinées :

- une baisse de l'empreinte au sol du ministère à moduler de l'émergence de très nombreux équipements consommateurs
- la mise en place en 2010 d'une gouvernance de l'énergie ministérielle confiée au SID et mobilisant l'ensemble des Armées en directions et services.
- la mise en place dès 2012 de comités mixtes de l'énergie locale (CMEL) au sein de chaque base de défense, visant à promouvoir la sobriété des usages et à identifier les actions de maîtrise de l'énergie.

Consommation Energie finale	Electricité	Gaz	Charbon	Fioul lourd	Fioul dom.	RCU	Biomasse	GPL	Total en MWh
2010	1 364 GWh	1 141 GWh	88 GWh	200 GWh	447 GWh	75 GWh	10 GWh		3 325 GWh
2014	1 185 GWh	1 082 GWh	4 GWh	51 GWh	280 GWh	61 GWh	13 GWh	2 GWh	2 678 GWh
2015	1 070 GWh	890 GWh	33 GWh	71 GWh	351 GWh	95 GWh	16 GWh	4 GWh	2 530 GWh
2016	1 295 GWh	879 GWh	56 GWh	116 GWh	344 GWh	153 GWh	16 GWh	7 GWh	2 865 GWh
2017	1 234 GWh	921 GWh	55 GWh	102 GWh	340 GWh	157 GWh	19 GWh	9 GWh	2 835 GWh
2018	1 330 GWh	867 GWh	58 GWh	27 GWh	352 GWh	169 GWh	17 GWh	5 GWh	2 825 GWh
2019	1 156 609	1 069 068	44 397	49 590	164 128	150 647	23 916	4 369	2 662 724
Evolution 2010/2019	-15,2%	-6,3%	-49,5%	-49,1%	-24,0%	100,9%	139,2%	85,6%	-19,9%
énergies fossiles				-29,3%					

Le 2^{ème} volet de la stratégie doit permettre d'être au rendez-vous des objectifs intermédiaires de 2025 (fin LPM). Les trajectoires imprimées par la stratégie sont compatibles des engagements nationaux de la transition énergétique.

2 DECLINAISON DE LA STRATEGIE

Détaillées et assorties de jalons calendaires dans une feuille de route qui définit, pour chacune d'elles, une trajectoire nominale, les actions sont structurées autour des 5 objectifs.

2.1 Engagement n°1 : Réduire les consommations d'énergie

OBJECTIF n° 1 – Evoluer vers une mobilité propre		
ACTION 1 : PILOTE EMA		
<input type="checkbox"/> Disposer, en 2030, d'une flotte de véhicules administratifs composée d'une part minimale de 50% de véhicules à faibles émissions de polluants <input type="checkbox"/> Jalon (*) 2023 : la part est de 20% <input type="checkbox"/> Jalon (*) 2025 : la part est de 25% <input type="checkbox"/> Acquisition des véhicules : 50% au moins des achats sont des véhicules à faibles émissions (*) Jalon indicatif		
J1	Installer une direction de projet dédiée	2019
J2	Modéliser précisément la trajectoire d'achat à respecter pour atteindre la cible et définir le plan de déploiement des véhicules achetés	2019/ 2030
J3	Réaliser les achats de véhicules à faibles émissions représentant au minimum 50% des achats de véhicules	2019/2030
J4	Installer les infrastructures de recharge électrique	2019/2030
ACTION 2 : PILOTE EMA		
<input type="checkbox"/> Doter progressivement, sur la période 2020-2022, chaque base de défense d'un plan « mobilité propre » <input type="checkbox"/> Jalon 2020 : 10 bases de défense possèdent un plan « mobilité propre »		

<input type="checkbox"/> Jalon 2021 : 20 bases de défense <input type="checkbox"/> Jalon 2022 : toutes les bases de défense		
J1	Etablir la trame nationale du plan mobilité	2019
J2	Rédiger les plans de 10 bases de défense volontaires	2020
J3	Rédiger les plans de 20 nouvelles bases de défense	2021
J4	Généraliser les plans à toutes les bases de défense	2022

OBJECTIF n° 2 – Améliorer l'efficacité énergétique des bases de défense		
ACTION 3 : PILOTE SID/DPMA		
<input type="checkbox"/> Notifier douze contrats de performance énergétique (CPE) sur la période 2020-2025 et rechercher activement des financements innovants <input type="checkbox"/> Concernés : les camps de Mourmelon (Marne 51), de Suippes (Marne 51), de Bitche (Moselle 57) et de Canjuers (Var 83) <input type="checkbox"/> Et les bases aériennes de Nancy-Ochey (Meurthe-et-Moselle 54), de Cazaux (Gironde 33), d'Avord (Cher 18) et de Solenzara (Corse-du-Sud 2A).		
J1	Préparer et notifier les CPE	à c/ 2019
J2	Mesurer les gains obtenus	à c/ 2020
J3	Rechercher des financements innovants dans le cadre d'un groupe de travail SID, DPMA, DAF	2020
ACTION 4 : PILOTE SID		
<input type="checkbox"/> Déployer des contrats d'exploitation/maintenance des installations de chauffage-ventilation-climatisation à clause d'intéressement sur les sites énergivores pour lesquels un CPE ne se justifie pas <input type="checkbox"/> Jalon : Selon un plan d'ensemble à établir, dans une première version, en 2020		
J1	Etablir un plan de déploiement des contrats	2020
J2	Préparer et notifier les contrats selon la planification approuvée	à c/ 2020
J3	Mesurer les gains obtenus	à c/ 2020
ACTION 5 : PILOTE SID		
<input type="checkbox"/> Mettre en place dans au moins un site majeur de chacune des 15 bases de défense les plus consommatrices d'énergie, un système de management de l'énergie ISO 50001 <input type="checkbox"/> Jalon : mise en place d'ici à la fin 2023		
J1	Sélectionner les emprises et installer la démarche	2020
J2	Procéder aux audits initiaux	2020/2021
J3	Déployer les systèmes de management de l'énergie	2021/2023
J4	Procéder aux audits de certificabilité	2022/2023
ACTION 6 : PILOTE SID		
<input type="checkbox"/> Programmer, sur la période 2020-2031, le remplacement de toutes les chaufferies au charbon et au fioul, hors les chaufferies de secours, par des systèmes de production de chaleur moins polluants et plus économes <input type="checkbox"/> Jalon : selon un plan de transition énergétique à établir, dans une première version, pour mars 2020		
J1	Etablir un plan de transition énergétique des chaufferies	T1 2020
J2	Programmer et réaliser le remplacement des chaufferies	à c/ 2019
J3	Mesurer les gains obtenus	à c/ 2020
ACTION 7 : PILOTE SID		
<input type="checkbox"/> Appliquer, lors de la réhabilitation lourde de bâtiments existants, les obligations de réduction de la consommation d'énergie finale des bâtiments à usage tertiaires		

<input type="checkbox"/> Dérogation : sauf exception justifiée par des considérations liées aux activités spécifiques de défense		
J1	Identifier les opérations correspondantes dans la programmation et suivre leur réalisation	à c/ 2019
ACTION 8 : PILOTE SID		
<input type="checkbox"/> Etablir un plan prospectif à 10 ans de mise en œuvre du décret du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire		
J1	Etablir un plan prospectif à 10 ans	2020
J2	Suivre la mise en œuvre du plan et mesurer les gains obtenus	à c/ 2020
ACTION 9 : PILOTE SID		
<input type="checkbox"/> Réaliser, chaque fois que possible, toute nouvelle construction de bâtiments à usage tertiaire selon les normes « bâtiment à énergie positive et à haute performance environnementale »		
<input type="checkbox"/> Etude au cas par cas		
J1	Identifier les opérations correspondantes dans la programmation et suivre leur réalisation	à c/ 2019

ACTION 10 : PILOTE DPMA		
<input type="checkbox"/> Réaliser la rénovation énergétique des logements domaniaux utiles au ministère des armées d'ici à l'année 2038		
<input type="checkbox"/> Selon le plan de rénovation énergétique établi (5 300 logements sur 7 800)		
J1	Définir la programmation pluriannuelle technique de cette opération dont le financement annuel (5 M€) est assuré et réaliser les travaux correspondants	à c/ 2019
ACTION 11 : PILOTE SID		
<input type="checkbox"/> Acheter en 2023 au plus tard le déploiement de l'outil de suivi des fluides (OSF) et de l'outil DATA NRJ 360 de mesure et d'analyse des consommations courantes d'énergie des infrastructures du ministère des armées		
<input type="checkbox"/> En étant en mesure de discriminer les consommations courantes et opérationnelles		
J1	Achever la phase d'installation des compteurs de site (PC1)	2020
J2	Achever la phase d'installation des compteurs de bâtiment (PC2)	2023
J3	Achever le déploiement de DATA NRJ 360	2023
ACTION 12: PILOTE SID		
<input type="checkbox"/> Etablir toutes les prescriptions techniques selon les critères des certificats d'économies d'énergie (CEE) et renouveler le dispositif à compter de 2021		
<input type="checkbox"/> Jalon 2020 : établir un bilan de la mise en œuvre de l'actuelle convention		
J1	Tirer le bilan du dispositif CEE actif pour les années 2017 à 2020	2020
J2	Renouveler le dispositif CEE pour les années 2021 à 2023	2020

2.2 Engagement n°2 : Développer les énergies renouvelables

OBJECTIF n° 3 – Mobiliser 2 000 hectares de terrains d'ici à 2022 pour les centrales photovoltaïques dans le cadre du plan « PLACE AU SOLEIL »

ACTION 13 : PILOTE SID

- ☐ Conduire, en s'assurant du respect des servitudes et sans contraindre le développement des emprises et l'installation de systèmes opérationnels, les appels à manifestation d'intérêt nécessaires pour louer environ 1 600 hectares de terrains libres d'utilisation à des exploitants de centrales photovoltaïques
- ☐ Jalon : au moins 1 AMI conduit chaque année jusqu'à atteinte de la cible
- ☐ Atteinte de la cible avant fin 2022

J1	Identifier, avec les armées directions et services, les 1 800 ha de parcelles nécessaires	2019
J2	Etablir un calendrier de mise à disposition de ces parcelles	2019
J3	Lancer un premier appel à manifestation d'intérêt	2019
J4	Reconduire le processus annuellement jusqu'en 2022	2020/2022

ACTION 14 : PILOTE DPMA

- ☐ Réaliser les cessions de parcelles, représentant une surface cumulée de l'ordre de 400 hectares, à des collectivités locales qui y installeront des centrales photovoltaïques
- ☐ Atteinte de la cible avant fin 2022

J1	Achever les cessions des parcelles situées à Athies-sous-Laon (02), à Montbartier (82) et à Jury (57)	2020
J2	Identifier, avec les armées directions et services, les nouvelles parcelles à céder	à c/ 2019
J1	Conduire les cessions des nouvelles parcelles identifiées	2020/2022

OBJECTIF n° 4 – Privilégier le raccordement des emprises aux réseaux de chaleur ou de froid urbains

ACTION 15 : PILOTE SID

- ☐ Privilégier le raccordement des sites du ministère des armées à un réseau de chaleur ou de froid urbain dès lors que ce raccordement est possible et opportun
- ☐ Possibilité : selon proximité d'un tel réseau
- ☐ Opportunité : après étude des solutions alternatives

J1	Procéder aux études d'opportunité	à c/ 2019
J2	Programmer les investissements et réaliser les raccordement	à c/ 2019

OBJECTIF n° 5 – Expérimenter l'autoconsommation d'énergies renouvelables

ACTION 16 : PILOTE SID

- ☐ Poursuivre les projets expérimentaux de production d'énergie solaire photovoltaïque ou thermique à des fins d'autoconsommation dans la perspective de leur généralisation progressive
- ☐ Contraintes : en s'assurant du respect des servitudes et sans contraindre le développement des emprises et l'installation de systèmes opérationnels

<input type="checkbox"/> Initier puis entretenir un recensement des sites pouvant potentiellement accueillir les technologies expérimentées <input type="checkbox"/> Jalon : recensement dès 2020		
J1	Poursuivre les projets expérimentaux	à c/ 2019
J2	Tirer un bilan annuel de leurs résultats	à c/ 2019
J3	Evaluer les perspectives qu'ils offrent et décider d'une éventuelle extension à d'autres sites des technologies expérimentées	à c/ 2019
J4	Initier puis entretenir un recensement des sites pouvant potentiellement accueillir les technologies expérimentées	à c/ 2019
ACTION 17 : PILOTE SID		
<input type="checkbox"/> Conduire l'expérimentation d'une valorisation des déchets organiques en vue de leur emploi pour produire du biogaz et décider d'une éventuelle généralisation du procédé à d'autres camps ou sites présentant le même potentiel de valorisation de la biomasse locale <input type="checkbox"/> Sur le camp de Coëtquidan <input type="checkbox"/> Jalon : expérimentation à conduire à son terme d'ici 2023		
J1	Réaliser la pré-étude	2018
J2	Réaliser les études techniques et passer les marchés nécessaires	2019/2020
J3	Mener l'expérimentation	à c/ 2020
J4	Décider d'une éventuelle généralisation	2023

ACTION 18 : PILOTE SID		
<input type="checkbox"/> Choisir un site pour expérimenter une production d'énergie renouvelable d'autoconsommation à partir d'un petit parc d'éoliennes de faible ou de moyenne puissance <input type="checkbox"/> Jalon : choix en 2021 <input type="checkbox"/> Jalon : conduite de l'expérimentation à partir de 2022		
J1	Identifier trois sites potentiels	2020
J2	Réaliser les études de convenance	2020
J3	Choisir un site expérimental	2021
J4	Mener l'expérimentation	à c/ 2022

2.3 Indicateurs de suivi des actions

Chaque fiche directive d'action est assortie d'un indicateur de suivi de l'action permettant d'apprécier rapidement et de manière synthétique l'avancement des tâches demandées.

Ces indicateurs sont destinés à être présentés lors de chaque réunion du Comité Energie Eau des Infrastructures (CEEI) et chaque CMEEL. Par voie de conséquence ils seront à fournir en cohérence de la tenue de ces comités. Certains indicateurs seront également suivis au niveau des Conseils de Gestion des établissements.

Après examen et validation par le CEEI, ils seront exploités afin de justifier de l'avancement de la SMPE au titre des « modalités de suivi » définies, par actions, dans la feuille de route de la stratégie. Ce reporting est alors destiné au HFDD².

² Haut Fonctionnaire au Développement Durable du MinArm (DPMA)

3 CADRE REGLEMENTAIRE ENCADRANT LA STRATEGIE :

Législation européenne

- Directive 2010/31/UE du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments (refonte de la directive 2002/91/CE du 16 décembre 2002).
- Directive 2012/27/UE du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE).
- Directive 2018/844/UE du 30 mai 2018 modifiant la directive 2010/31/UE sur la performance énergétique des bâtiments et la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique.
- Directive 2018/2001/UE du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (refonte).
- Directive 2018/2002/UE du 11 décembre 2018 modifiant la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique

Législation française

- Code de l'énergie (dont article L100-4 pour les engagements nationaux)
- Loi 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV)
- Loi 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat.
- Loi 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités.
- Décret 2020-457 du 21 avril 2020 relatif aux budgets carbone nationaux et à la stratégie nationale bas carbone (2020-2023 / 2024-2028 / 2029-2033).
- Décret 2020-456 du 21 avril 2020 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie.
- Décret 2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans les bâtiments à usage tertiaire.
- Décret 2016-1442 du 27 octobre 2016 relatif Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) 2016-2018 / 2019-2023.
- Décret 2016-1134 du 19 août 2016 relatif à la stratégie nationale de mobilisation de la biomasse et aux schémas régionaux biomasse.
- Décret 2015-1491 du 18 novembre 2015 relatif aux budgets carbone nationaux et à la stratégie nationale bas carbone (2015-2018 / 2019-2023 / 2024-2028).
- Décret 2010-1269 du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions (RT 2012).
- Arrêté du 10/04/2020 relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans les bâtiments à usage tertiaire.
- Arrêté du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments.
- Circulaire n°5928/SG du 20 avril 2017 relative à la gestion du parc automobile de l'Etat, des établissements publics de l'Etat et autres organismes.
- Projet de transposition des articles 2, 8, 14 et 15 de la Directive (UE) 2018/844 sur la performance énergétique des bâtiments.

4 ANNEXE :

4.1 Fiches méthodologiques

Les fiches méthodologiques, jointes en annexe des fiches directives d'actions SMPE, sont destinées à encadrer le suivi des actions de la SMPE et en permettre l'évaluation de manière précise.

Ces fiches rappellent donc l'objectif de l'action et la nature des données qui objectiveront son avancement. La manière de restituer est elle aussi précisée. Le mode de restitution des indicateurs de suivi des actions est le même quel que soit le niveau (local, régional ou national) de l'acteur (pilote, contributeur) de l'action. Seul le périmètre géographique de responsabilité change.

Le contexte général de ces fiches est d'instaurer un management des actions de la SMPE dans le temps nécessairement long desdites actions. Au titre de la mission confiée au SID dans le domaine de l'énergie, le compte rendu d'avancement des actions de la SMPE sera effectué lors des Comités Energies Eau de l'Infrastructure (CEEI) présidée par le directeur central du SID. L'organisation, le jalonnement et le mode de restitution sont décrits dans le chapitre suivant.

4.2 Indicateurs et suivi des actions SMPE

Comme indiqué précédemment, les modalités de calcul des indicateurs sont précisées dans les fiches méthodologiques de suivi des actions. Ces fiches méthodologiques sont consultables en annexe de chacune des fiche directive d'action SMPE.

L'avancement de chaque action relevant du SID sera portée :

- Au niveau local par les USID quand elles sont actrices chargées de la mise en œuvre de ces actions ;
- Au niveau régional par les ESID/DID au titre de l'animation des USID et du pilotage de la fonction énergie locale ;
- Au niveau central par la sous-direction en charge de l'énergie de la direction centrale du SID ;
- Par les pilotes spécifiquement désignés dans le cas des actions à caractère plus ponctuel.

Ces indicateurs seront évalués :

- DCSID : bi-annuellement avant chaque CODIR-Energie ;
- ESID/DID : bi-annuellement avant chaque CMEEL + annuellement avant chaque Conseil de Gestion et à l'occasion de revue Energie conduite avec la DCSID (ou VCI pour les DID) ;
- USID : bi-annuellement avant chaque CMEEL.

Le mode de calcul des indicateurs est commun. Seul le périmètre de calcul est différent :

- DCSID : tous les sites du MinArm ;
- ESID/DID : périmètre spécifique régional ou Outre-Mer ;
- USID : périmètre des sites militaires et Base de Défense.

La périodicité de contrôle de l'avancement des actions sera harmonisée avec la tenue des CEEI. Dans les fiches directives d'action SMPE, cette périodicité est appelée « jalon permanent ».

La mise à jour des données devra donc être réalisée annuellement, au plus tard pour :

- Mi-mai ;
- Mi-novembre.